

**Nations unies - Conseil de sécurité -
Femmes, paix et sécurité -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies, président du conseil
de sécurité**
(New York, 27 octobre 2017)

Je remercie vivement la cheffe de cabinet du secrétaire général, Mme Viotti, la directrice exécutive d'ONU femmes, Mme Mlambo-Ngcuka, Mme Mina-Rojas et la secrétaire générale de l'organisation internationale de la francophonie, Mme Michaëlle Jean, pour leurs très éclairantes interventions.

Je tiens ensuite à saluer plus particulièrement le rôle essentiel que joue la société civile dans la promotion et la réalisation de cet agenda très important. Madame Mina-Rojas, vous en portez la voix forte et engagée aujourd'hui et je souhaite à cette occasion réitérer le soutien de la France à l'action des organisations qui militent pour le respect et la promotion des droits des femmes sur le terrain. Cette action ne doit pas être entravée, elle doit au contraire être fortement soutenue et encouragée.

Je salue aussi la présence et l'engagement de la secrétaire générale de l'organisation internationale de la Francophonie, Madame Michaëlle Jean, en faveur de cet agenda. La mobilisation des pays de la francophonie est en effet un signe fort et important.

Je souhaiterais dire un autre mot de soutien, conjointement avec l'Allemagne, à la volonté de l'Union africaine et du Ghana de fonder un réseau de «femmes leaders africaines» et à l'initiative de l'Italie de constituer un réseau de femmes médiatrices en Méditerranée, qui a été lancé hier à Rome.

Je reviendrai d'abord sur ce qui appelle notre engagement collectif - la mise en oeuvre concrète de cet agenda et la participation des femmes - avant de présenter en quelques mots les efforts que la France déploie quotidiennement pour cela.

Mesdames, Messieurs, nous ne pouvons tout simplement pas résoudre les crises sans assurer la protection et la participation des femmes. Les femmes doivent être protégées, c'est indispensable, mais elles doivent aussi prendre pleinement part à la prévention et à la résolution des conflits. Cela doit être une vraie priorité commune, dans les mots mais aussi dans l'action, au nom de l'équité mais aussi de l'efficacité.

La participation des femmes aux processus politiques et à la résolution et à la prévention des conflits est encore bien trop insuffisante : de 1992 à 2011, 4% des signataires d'accords de paix

et moins de 10% des négociateurs participant aux discussions sur la paix étaient des femmes. Le rapport du secrétaire général relate bien cet état de fait et souligne que certains domaines, comme le désarmement, sont encore très fermés aux femmes.

C'est dire combien nous devons changer d'échelle, oui changer d'échelle dans la mise en oeuvre de l'agenda «femmes, paix et sécurité» : il faut passer de la rhétorique à l'action. Nous ne parlons pas d'un sujet périphérique, nous parlons d'un sujet central qui est au coeur de l'ADN des Nations unies et qui doit être au coeur de son action quotidienne.

Huit résolutions ambitieuses ont été adoptées au conseil de sécurité mais leur mise en oeuvre demeure très clairement insuffisante. Des progrès ont certes été constatés, notamment au sein de ce conseil : les trois quarts des résolutions prennent en compte l'agenda «femmes, paix et sécurité» et un groupe d'experts informel a été mis en place. Un réseau de points focaux nationaux a également été constitué. Mais, désormais, il faut que les États se sentent responsables et élaborent des plans nationaux, voire régionaux, et les mettent en oeuvre. Il faut, en un mot, passer aux travaux pratiques. Il faut aussi sanctuariser un espace pour réaliser un bilan global, régulier et responsable des actions que nous menons. Nous devons renforcer notre analyse des conflits en matière de genre, y compris par un échange de bonnes pratiques.

La mesure des progrès réalisés sera également importante : c'est un défi pour les années à venir. Nous le savons : lorsque les femmes participent aux processus de paix, la réussite durable des accords de paix sur une période d'au moins deux ans augmente de 20%, et celle qu'un accord reste en place pendant au moins 15 ans augmente de 25%. C'est donc une obligation en termes encore une fois d'équité, mais aussi au nom de l'efficacité.

L'ONU elle-même doit se montrer exemplaire sur ce plan et nous saluons la mise en place par le secrétaire général d'un réservoir de talents féminins pour l'accès aux postes de direction.

La France, Mesdames et Messieurs, entend rester à la pointe des efforts de la communauté internationale pour la mise en oeuvre de l'agenda «femmes, paix et sécurité».

Je souhaiterais présenter en quelques mots notre plan national pour la mise en oeuvre de cet agenda mais, avant cela, permettez-moi de rappeler que la loi pour la parité a indéniablement permis à la France de faire des progrès décisifs pour la représentation politique des femmes dans la vie politique de mon pays, dont le gouvernement est paritaire. C'est le cas aussi de la mission française auprès des Nations unies, ici à New York.

Plus spécifiquement, la France met actuellement en oeuvre son deuxième plan national d'action sur l'agenda «femmes, paix et sécurité», qui couvre la période 2015-2018. Il est bâti sur cinq piliers :

- La participation,
- La protection, qui pendant les conflits est d'abord une protection contre les violences mais

aussi une protection des droits des femmes, plus largement,

- La lutte contre l'impunité,
- La prévention, notamment par la sensibilisation des violences faites aux femmes,
- Et la promotion de l'agenda «femmes, paix et sécurité».

Pour chacun de ces piliers, nous mettons en oeuvre des actions à trois niveaux : national, multilatéral et par des actions concrètes de coopération. Permettez-moi de citer brièvement quelques exemples.

La France agit tout d'abord pour la lutte contre l'impunité lorsque des crimes sont commis contre les femmes et pour permettre l'accès des femmes à la justice. C'est dans cette perspective qu'elle soutient pleinement la politique de tolérance zéro du secrétaire général des Nations unies contre les abus et l'exploitation sexuelles, dans cet esprit aussi que le président de la République, M. Emmanuel Macron, a rejoint le cercle de dirigeants lors du segment de haut niveau de l'assemblée générale des Nations unies, et dans cet esprit toujours que le ministre de l'Europe et des affaires étrangères, M. Jean-Yves Le Drian a signé le pacte entre les Nations unies et les États membres. Nous saluons à cet égard la récente nomination par le secrétaire général des Nations unies d'une avocate pour les droits des victimes.

Notre action est aussi menée quotidiennement sur le terrain, où nous continuons par exemple d'appuyer les programmes humanitaires pour aider les femmes touchées par les conséquences des crises, en Afghanistan, en République Centrafricaine, au Liban - en réponse à la crise syrienne -, ou encore au Nigéria. Nous menons aussi de nombreux projets pour protéger les femmes de la traite des êtres humains, qui est une priorité en soit.

Il faut aussi mettre en oeuvre de manière plus cohérente l'agenda «femmes, paix et sécurité» et les objectifs de développement durable. Ainsi, notre aide publique au développement intègre-t-elle déjà pleinement le genre. Et le volume de projets qui ont un impact direct sur la vie des femmes est en augmentation.

La France a par ailleurs engagé un effort global et fixé des objectifs précis pour accroître la participation des femmes dans ses forces armées. Les nominations ont fortement progressé et les effectifs féminins ont été pratiquement doublés depuis 1998 pour atteindre aujourd'hui 15% des effectifs totaux, ce qui n'est pas encore assez bien sûr, et le mouvement se poursuit.

Les forces armées, y compris les contingents des opérations de maintien de la paix, doivent par ailleurs être sensibilisées aux questions de genre. C'est pour cela que les fonctions de «conseillers genre», comme cela a été dit, doivent être préservées et consolidées au sein de ces opérations.

Enfin, notre plan d'action national est étroitement articulé avec les efforts de l'Union européenne. Je pense notamment aux initiatives engagées en faveur de la situation des femmes en Afghanistan, en Syrie ou encore à la très récente initiative conjointe de l'ONU et de l'Union européenne, dite «spotlight initiative», qui permettra d'apporter des réponses concrètes contre les violences faites aux femmes.

Mesdames, Messieurs, vous pouvez compter sur la France pour continuer à engager tout son poids au service de cet agenda, qui touche au coeur des activités et des valeurs des Nations unies. Notre vision c'est celle de vivre dans un monde où les femmes ne sont plus victimes de violences et où elles ont toute leur place dans le règlement des crises et dans la vie politique, économique et sociale de leurs pays.

Encore une fois, c'est un impératif d'équité, mais aussi d'efficacité : les femmes sont, à bien des égards, la clé d'une paix et d'une sécurité durables.

Je vous remercie de votre attention./.